
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 11 (1983)

DOI: 10.11588/fr.1983.0.51422

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Pour nous, cette théorie offre l'avantage de faciliter la description du comportement d'une société dans des situations extraordinaires. En plus, elle explique l'extrême élasticité d'une société qui se reforme souvent très vite après la cessation des pressions extérieures sans que restent trop de traces visibles de l'expérience destructrice qu'elle a subie.

Pour la société polonaise, l'époque de l'occupation allemande avec sa «politique sociale» à motivation raciste signifiait cinq années de décimation physique et d'humiliation psychique. De même, l'occupation provoquait des changements structuraux tant à court qu'à long terme dont furent atteintes de façon très diversifiée les différentes couches de la société polonaise. Le degré de la souffrance dépendait de l'exposition aux mesures du régime national-socialiste. Au début, il semble qu'il y ait été quelques exemples d'un consentement partiel des occupés à quelques-unes des mesures répressives des occupants. On était, pourtant, loin d'une collaboration ou d'un collaborationnisme, et les occupants ne l'exigeaient pas non plus. Le 28 mai 1940, Himmler avait distribué à quelques initiés un mémoire sur le traitement des différents groupes ethniques dans l'Est qui exclut toute coexistence paisible sauf avec quelques privilégiés «de sang et de race»¹². – Le résumé de l'auteur: après la guerre, la «reconstruction des anciennes structures n'était guère possible» (p. 350). Il renonce, pourtant, à en expliquer en plus détail les raisons. Ainsi, l'histoire des conséquences sociales de la Deuxième Guerre Mondiale pour la Pologne, comme pour d'autres pays, se trouve amputée, peut-être par prudence politique...

Le recueil »Zweiter Weltkrieg und sozialer Wandel« ne peut pas compenser le manque d'un grand ouvrage »classique« sur l'histoire sociale des années 30 et 40 – et il ne le veut pas non plus. Il est plutôt un moyen d'information très actuel et à très haut niveau. Il serait à souhaiter que les nombreuses recherches spécialisées seront et demeureront bien coordonnées à l'avenir.

Ulrich-Christian PALLACH, Erlangen

Walter LIPGENS (†), *A History of European Integration. Volume 1: 1945–1947. The Formation of the European Unity Movement, with Contributions by Wilfried LOTH and Alan MILWARD.* Translated from the German by P. S. FALLA and A. J. RYDER, Oxford (Clarendon Press) 1982, XVI–723 p.

Ce premier volet d'une analyse des mouvements pour l'unification de l'Europe que l'auteur étendra jusqu'en 1950, s'insère dans un vaste programme de recherches que Walter Lipgens entreprend en partie en collaboration avec l'Institut Universitaire Européen de Florence. Est notamment en préparation une importante édition de documents concernant le mouvement européen, et dont le premier volume est prévu pour 1984¹. Pour l'édition anglaise, ce livre publié en allemand en 1977 a été entièrement revu, notamment à la lumière des archives anglaises devenues accessibles entretemps, et a été enrichi d'une contribution d'Alan S. Milward sur les projets d'union douanière européenne de 1947. L'ouvrage se base, outre sur une abondante documentation écrite, sur les archives officielles tant qu'elles sont accessibles sur le plan national

12 Voir les documents reproduits, p. e., in: VfZG 5/1957, pp. 195–198.

1 Des travaux préparatoires est sorti, entre autres: Walter LIPGENS (éd.), *Sources de l'histoire de l'intégration européenne (1945–1955). Guide des archives conservées dans les pays de la Communauté*, Stuttgart etc. 1980; cf. *Francia* 9 (1981) p. 858–859. Les premiers volumes de la documentation sortiront sous le titre: Walter Lipgens (éd.), *Documents on the History of European Integration, Vol. 1: Continental Plans for European Union 1939–1945, Vol. 2: Plans for European Union in Great Britain and in Exile 1939–1945*, New York et Berlin: de Gruyter 1984/85. Walter Lipgens est subitement décédé en mai 1984, mais la publication des volumes suivants consacrés aux années 1945–1950 semble néanmoins assurée.

aussi bien qu'européen, et surtout sur les fonds des associations constituées dans le cadre du mouvement européen dans les sept pays qui sont au centre de l'étude: France, Grande-Bretagne, R. F. A., Italie, Luxembourg, Belgique et Hollande.

Lipgens désigne les années 1945 à 1950 comme »the decisive incubation phase« où le mouvement européen dépassa le stade des idées »to make a real start towards unity in practice« (p. 86); l'année 1950 marqua une étape dans la mesure où, d'une part, les structures des organisations luttant pour une unification de l'Europe furent fixées et les conceptions d'une Union européenne largement acceptées dans l'opinion publique, mais où, d'autre part, les oppositions qui empêcheront une réalisation globale de l'idée européenne, devinrent évidentes, ramenant les réalisations effectives à un cadre plus modeste et qui aboutira à la création de l'Europe des Six en 1958. Lipgens voit l'essor des idées et des mouvements européens dans une interdépendance étroite avec l'évolution politique et économique générale, et par conséquent, tout au long de son livre, la description des organisations est intégrée dans l'analyse de l'environnement dans lequel elles se sont développées. L'auteur part de la situation mondiale pendant l'entre-deux-guerres qui tendait en fait, »though not understood by the European peoples« (p. 5), sur les plans économique, politique et intellectuel à l'établissement de communautés de grande envergure, dépassant l'Etat-Nation. Les conceptions d'une civilisation européenne fondée sur le respect de la personne humaine, du droit à l'auto-détermination et de l'existence d'une vérité objective ainsi que sur un sens de la responsabilité sociale, telles qu'elles se développèrent après 1918, devinrent la base des programmes des mouvements formés après 1944/45. Résumant ses recherches antérieures sur les projets de fédération européenne développés dans les résistances européennes², Lipgens retrace les motifs en suite desquels »the future voluntary European federation came to occupy a dominant position in the programme of the non-Communist Resistance groups in every country« (p. 51), culminant dans une déclaration votée par des résistants de neuf pays le 21 mai 1944 (texte p. 57); mais l'accueil mitigé réservé à cette déclaration de la part de certains mouvements présageait déjà les problèmes nouveaux qui surgirent avec le débarquement et finalement la victoire alliés.

Jusqu'en 1947, Lipgens distingue trois périodes qui donnent la structure du livre: De la Libération à mai 1946, tentative de collaboration des deux super-puissances; de Juin 1946 à mai 1947, crise des relations entre les Etats-Unis et l'Union soviétique; à partir de mai 1947, éclatement ouvert de la guerre froide.

Pendant la première phase, les chances de réalisation pour les projets européens développés dans les mouvements de résistance furent pratiquement nulles dans la mesure où se fit le déclin de l'Europe au profit des deux Grands qui, eux, cherchaient un arrangement; dans le but de satisfaire l'Union soviétique et d'arriver par ce moyen à l'organisation d'une paix mondiale, Roosevelt et Truman se désintéressèrent, selon Lipgens, des projets européens. Les conditions intérieures des nations européennes renforcèrent ces difficultés; notamment »London and Paris proved bastions of stubborn nationalist traditions and illusions which refused to face realistically... the need for European unity« (p. 85). Bevin est vivement critiqué de n'avoir pas cherché une »close association with the Continent« (p. 187) dans sa tentative d'arrangement avec les Etats-Unis et avec Staline; en France, Lipgens voit la politique du Général de Gaulle »diametrically opposed to constructive planning for a future Europe« (p. 205), tout en constatant en conclusion un échec de la politique gaullienne sur le plan extérieur en 1945/46. Wilfried Loth analyse les situations respectives en Italie, caractérisée par un renouveau nationaliste résultant des problèmes intérieurs et de décolonisation; en Belgique, où la politique fut partiellement paralysée par la »question royale« et par les clivages linguistiques, mais où des initiatives européennes (Paul-Henri Spaak) prenaient néanmoins plus de poids qu'ailleurs, se

2 Walter LIPGENS (éd.), *Europa-Föderationspläne der Widerstandsbewegungen 1940-1945*, München 1968.

heurtant pourtant au »double rebuff« (p. 261) de la France et de la Grande-Bretagne; en Hollande finalement qui, sur le fond des problèmes de décolonisation et d'un renouveau intérieur conservateur, conclut dès 1946 l'union douanière Bénélux projetée pendant l'exil des trois gouvernements. Malgré les différences nationales, Lipgens trouve certaines caractéristiques communes à ces pays: notamment la priorité absolue réservée à la reconstruction économique et politique dans le cadre national; la perte d'influence des anciens leaders de la résistance face à la coopération américano-soviétique jusqu'en mai 1946, mais face aussi à d'autres forces politiques nationales dans certains pays; le rôle des partis communistes finalement, s'opposant à toute tentative d'unification européenne.

Si les chances pour une Europe unifiée furent extrêmement réduites vers la mi-1946, la crise entre les deux super-puissances leur ouvrirent de nouvelles perspectives dans la seconde phase en 1946/47. Celle-ci est caractérisée par une action européenne de plus en plus vigoureuse, mais venant pour l'essentiel des groupes et mouvements privés ou semi-privés et non pas encore des gouvernements. L'essor et l'impact de ces mouvements devaient se révéler d'une importance politique considérable. L'année 1946/47 vit d'une part le développement des conceptions d'une Europe constituant une »Troisième force« entre les deux Grands, développement favorisé entre autres par le célèbre discours de Churchill appelant le 19 septembre 1946 à l'université de Zurich à une unification européenne (p. 317 et ss.), et d'autre part l'essor de plus en plus ample des mouvements européens dans tous les pays d'Europe qui, à partir de la fin 1946, commencèrent à constituer des structures supranationales; les plus importantes furent l'Union Européenne des Fédéralistes (U. E. F.) et certaines organisations de parlementaires. Ces mouvements se démarquèrent de Churchill, qui visait une association plutôt souple limitée à l'Europe de l'Ouest, dans la mesure où ils souhaitaient une »true federation of European states« (p. 343) comprenant aussi les pays de l'Europe de l'Est où leurs activités suscitèrent également de l'intérêt, bien que les chances de réalisation y fussent »hopeless« (p. 457).

Ainsi, dans la troisième phase que Lipgens situe entre mai et décembre 1947, les projets d'unification européenne se limitèrent définitivement à l'Europe de l'Ouest tout en se concrétisant davantage. Fait nouveau fondamental: Avec la rupture entre les deux Grands, les Etats-Unis s'intéressèrent davantage à une Europe plus unie dans la mesure où celle-ci pouvait constituer un contre-poids vis-à-vis de l'Europe de l'Est; Lipgens suit en détail l'évolution de cette politique et le rôle de la conception d'une »regional security organization« en Europe pendant les grandes conférences internationales de l'année 1947. Wilfried Loth retrace le rôle clef que joua le Plan Marshall dans cette évolution, notamment en ce qui concerne la place de l'Allemagne de l'Ouest dans l'Europe envisagée. Alors que la position de la Grande-Bretagne, dont on attendait un rôle déterminant, restait finalement assez vague, ce fut la France qui se prépara au cours de l'année 1947 à abandonner les prémisses de la politique gaullienne et qui devait prendre, en 1948, les initiatives menant finalement à la fondation du Conseil de l'Europe.

Alan Milward suit les réactions européennes au Plan Marshall et la constitution du Comité de coopération économique européenne lors de la conférence de Paris en juillet 1947 (pp. 507-569), et il les situe dans le contexte des problèmes économiques de l'Europe de l'après-guerre. Dans le cadre très technique des travaux que menaient les sous-commissions du Comité, furent déjà préfigurées les structures qui devaient également caractériser l'O. C. D. E.: dès qu'une question risquait d'exiger une véritable coopération au niveau gouvernemental, élevant les problèmes techniques au niveau politique, »the issue was quickly avoided« (p. 537). Néanmoins, le Comité, en réponse à une proposition française, mit sur pied un groupe d'études en vue de réaliser l'union douanière entre un nombre limité de pays de l'Europe de l'Ouest, initiative que Milward analyse en se référant aux archives de plusieurs pays ainsi que de l'O. C. D. E. et qui, bien que sans succès à court terme, préfigurait déjà en 1947 la C. E. E. de 1958.

Dans ce cadre des politiques nationales et internationale, et suivant les périodes que Lipgens distingue dans l'après-guerre, l'histoire des associations elles-mêmes constitue le fil directeur du livre. Lipgens distingue »simply scattered expressions of individual opinions« des »organized groups with explicit programmes« (p. 107); de ces derniers, le livre retrace une histoire très détaillée et fortement documentée pour les sept pays principaux ainsi que pour les associations supra-nationales. Le lecteur trouvera les noms des principaux instigateurs, de larges extraits des programmes, une analyse des structures et un bilan des activités de chacune des nombreuses organisations (cf. le schéma pp. 700-701), ceci aussi bien pour les grands mouvements telle la »Fédération« autour de Robert Aron, Bertrand de Jouvenel, Gabriel Marcel etc., que pour des associations mineures comme »Socialisme et Liberté« fondé par Henry Frenay (p. 359), pour ne citer que deux exemples français.

Un plan rigoureux et détaillé rend aisée l'utilisation de ce gros ouvrage aussi bien à ceux qui y chercheront seulement certaines informations précises ou qui souhaiteront suivre un problème particulier à travers les multiples ramifications de ces débuts d'organisations et de politique européennes. Mentionnons encore l'excellente traduction qui rend bien le style clair et net de l'original.

Il est évident que dans un livre qui aborde la plupart des problèmes controversés de l'immédiat après-guerre, certaines interprétations peuvent être sujettes à discussion, notamment dans la mesure où les archives de cette époque deviennent maintenant plus facilement accessibles; ainsi, on peut se demander si la politique extérieure française en 1945/46 n'a pas été en réalité plus ambivalente qu'elle ne l'a paru aux précurseurs de l'Europe unie. Mais indépendamment de ce genre de questions, l'ouvrage restera un manuel indispensable à tous ceux qui s'intéressent aux débuts de l'action européenne après 1945.

Le second volume mettra davantage l'accent sur l'attitude des autres forces politiques dans les pays européens, bien que le problème soit déjà évoqué ici, et il analysera notamment les réalisations des programmes mis sur pied dans l'immédiat après-guerre; ces réalisations aboutirent notamment au Conseil de l'Europe en 1949, compromis que Lipgens qualifie, par rapport aux espoirs des années 1945/47 analysés dans ce premier tome, de »Failure of the First Attempt« (p. XVI).

Rainer HUDEMANN, Trier

Henning KÖHLER, *Das Ende Preußens in französischer Sicht*, Berlin-New York (de Gruyter) 1982, 122 p. (Historische Kommission zu Berlin. Forschungen zur preußischen Geschichte, 53).

L'étude de M. Köhler sur »La fin de la Prusse du point de vue français« s'inscrit dans le cadre du programme de recherches sur l'histoire prussienne de la commission historique de Berlin et constitue le 53^e volume de ses publications. C'est dire l'attention que les historiens allemands prêtent à ce sujet et le succès de l'exposition sur la Prusse (Berlin, 1981) témoigne de l'intérêt que ce thème suscite dans le grand public. A cette occasion de nombreux auteurs ont tenté de réhabiliter la Prusse, qui passe habituellement pour avoir été un État réactionnaire et militarisé, alors que Frédéric II faisait preuve de libéralisme et de tolérance à l'égard de ses sujets, que le fonctionnaire prussien était un modèle de probité et de loyalisme et que le gouvernement de Otto Braun fut sous la République de Weimar celui qui résista le mieux aux entreprises nazies et manifesta jusqu'au coup d'État de von Papen en 1932 le plus grand respect pour les institutions démocratiques. Le livre de Sebastian Haffner, »Preußen ohne Legende« reflète admirablement ce nouvel état d'esprit en RFA tandis qu'en RDA, les signes visibles d'un retour à la Prusse se multiplient, qu'il s'agisse de la statue équestre de Frédéric II sur l'avenue »Unter den Linden« ou